



LOI DEBRÉ - PRINCIPES ESSENTIELS

LA LOI
RECONNAÎT
QUE

LES
ÉTABLISSEMENTS
SOUS CONTRAT
S'ENGAGENT À

L'ÉTAT ET LES
COLLECTIVITÉS
S'ENGAGENT À

- ➔ Il existe un enseignement public
- ➔ Et un enseignement privé sous contrat
- ➔ Suivre les programmes officiels
- ➔ Accueillir tous les élèves sans discrimination
- ➔ Respecter la liberté de conscience des élèves
- ➔ La prise en charge des salaires des enseignants - Budget Education Nationale
- ➔ Les dépenses de fonctionnement (chauffage, entretien, matériel pédagogique) de la même manière qu'une école publique

GARANTIR LE LIBRE CHOIX DE L'ENSEIGNEMENT



C'EST QUOI UN FORFAIT ?

C'est une dépense obligatoire versée par les collectivités territoriales et calculée sur la base du coût de scolarisation d'un élève du public. Ce forfait doit permettre aux établissements privés sous contrat de couvrir les dépenses de scolarité (pédagogiques, matériel et personnel non-enseignant, etc.)

❌ PAS DE FINANCEMENT PUBLIC POUR :

- Les bâtiments : construction, achat, gros travaux
- Le caractère propre religieux de l'établissement

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ SOUS CONTRAT RÉPARTITION DES FINANCEMENTS

CE QUE DIT LA LOI

ÉTAT = ENSEIGNANTS & PROFESSEURS



COLLECTIVITÉS

Forfaits d'externat ou communal

=
Chauffage, entretien, matériel pédagogique

LES RÉGIONS
POUR LES LYCÉES

LES DÉPARTEMENTS
ET METROPOLES
POUR LES COLLEGES

LES COMMUNES
POUR LES ÉCOLES

FAMILLES

Contribution familiale

=
BÂTIMENTS
construction, rénovation

+
DIMENSION
RELIGIEUSE &
SPIRITUELLE

POURQUOI NOUS NOUS MOBILISONS ?



rhône roannais



NON-RESPECT DE LA LOI DEBRÉ : LES PARENTS REFUSENT DE PAYER À LA PLACE DES COLLECTIVITÉS

ALERTER LES FAMILLES QUI SERONT À TERME TOUTES IMPACTÉES

Nous souhaitons alerter les familles qui ont fait le choix de scolariser leurs enfants dans des établissements privés catholiques sous contrat sur le désengagement accéléré des collectivités territoriales, notamment dans le financement légal des établissements de leurs enfants.

DOUBLE PEINE POUR LES FAMILLES : IMPOTS ACQUITTÉS, LOI NON RESPECTÉE, FACTURES ALOURDIES

C'est 140€/élèves/an de plus qui vont être imposés aux parents des collèges privés de la métropole. En tant que contribuables, ce n'est pas understandable ! Nous ne pouvons pas toujours palier aux manquements des collectivités !

RENDRE LE PRIVÉ HORS DE PORTÉE POUR LES FAMILLES MODESTES

La « sanction » de la métropole force les familles à payer toujours plus. Cette politique fragilise la mixité scolaire et creuse les inégalités : seules les familles les plus aisées peuvent encore choisir l'enseignement privé, alors que la loi Debré garantit que ce choix est ouvert à tous.

UN IMPACT
NATIONAL DE
450€/AN/ÉLÈVE*

IMPACTE LES
FAMILLES DE LA
METROPOLE DE
140€/AN/ÉLÈVE

PRIVÉ
INACCESSIBLE
=
MIXITÉ
MENACÉE

L'APEL du Rhône, représentant l'ensemble des familles du Rhône et de la Métropole, se mobilise et n'en restera pas là !

Nous appelons toutes les familles à **agir avec nous pour stopper ces dérives.**
Ne pas respecter la loi, c'est ne pas respecter nos écoles et surtout nos enfants.

Nous comptons sur votre soutien actif dans les semaines à venir et nous vous demandons de rester prêts à passer à l'action. Ensemble, faisons respecter nos droits et **protégeons l'avenir de nos enfants !**

Suivez nous sur les réseaux, **relayer c'est déjà agir !**

FACEBOOK



INSTA



LINKEDIN



* étude
nationale de
la FNOGEC
2025

